



Coopération Décentralisée et Loi Oudin

Complémentarité et enjeux

Des outils pour atteindre les ODM

- Présentation du pS-Eau.
- Le contexte internationale, les leçons du 4^{em} forum de Mexico et les perspectives pour Istanbul en 2008.
- La loi Oudin ce qu'elle apporte.

Le Programme Solidarité Eau

- Mobiliser des collectivités territoriales, des professionnels de l'eau et des ONG autour de projets initiés et menés par les populations directement concernées,
- Accompagner les porteurs de projet pour passer de la « bonne idée » à un projet cohérent de coopération.

Un réseau de compétences qui :

- pilote des programmes de recherche appliquée,
- organise des rencontres,
- négocie auprès des différentes instances,
- diffuse des informations

Des objectifs

- Accompagner la décentralisation,
- Établir des coopérations durables entre Européens et Africains,
- Favoriser les nombreuses coopérations entre Africains expatriés économiques en France, et Africains vivant dans le bassin du fleuve Sénégal.

A quelle fin ?

- Appui aux réformes du secteur de l'eau (politique nationale de l'eau, décentralisation, etc.),
- Appui aux collectivités locales, renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage,
- Intervention dans des secteurs délaissés (zones rurales, petites et moyennes agglomérations, etc.),
- Recherche de la complémentarité avec l'APD,
- Mise au point de solutions pilotes répliquables par la coopération institutionnelle,
- Capitalisation, diffusion des enseignements.

Des programmes prioritaires

- Le programme bassin fleuve Sénégal.
- Le programme eau et environnement en Méditerranée.
- Le programme “eau potable et assainissement dans les quartiers périurbains et les petits centres”.
- Le programme Migration et Initiative Économique.

Quelques chiffres...



- Une équipe de 10 personnes,
- 23 ans d'expériences,
- 10000 partenaires au Nord et au Sud.

Aperçu du site web du pS-Eau

- [Accueil](#)
- [Qui sommes-nous?](#)
- [Pour nous rejoindre](#)
- **Nos programmes**
- [Financements Solidaires pour l'eau et l'assainissement](#)
- [Programmes de Recherche-Action](#)
- [Stratégies municipales concertées](#)
- [Déchets et assainissement](#)
- [Eau potable et assainissement](#)
- [Genre et Eau](#)
- **Appui aux porteurs de projets Eau**
- **Vous recherchez des informations ?**
- [Organismes](#)
- [Documents en ligne](#)
- [Cahiers techniques](#)
- [Lettres du pS-Eau](#)
- [Lettres des partenaires](#)
- [Formations](#)
- [Fiches actions Eau potable et Assainissement](#)
- [Technologies à faible coût](#)
- [Documents pédagogiques](#)

Contribuer à mieux faire connaître et échanger sur:

- l'approvisionnement en eau dans les pays en voie de développement;
- les réalisations en faveur de l'amélioration de l'accès à l'eau (puits, fontaines, réseaux d'adduction d'eau, assainissement);
- les politiques de développement conduites par la société civile des pays du Nord et du Sud;
- les activités économiques développées par les migrants dans leur pays d'origine.

La mission du pS-Eau en Rhône Alpes

- Développer la concertation au niveau régional des acteurs de la solidarité sur le thème de l'eau et de l'assainissement,
- Faire connaître les initiatives portées par les différents acteurs de la Région et en les invitant à participer au réseau pS-Eau,
- Apporter un accompagnement et un appui-conseil aux collectivités et aux différents porteurs de projet,
- Communiquer sur la loi Oudin auprès des collectivités de la région,
- Organisations de journées d'études et d'échanges,
- Recherche/action sur les pratiques de coopération de la région et relations avec le monde de la recherche et de l'université.

Le travail avec le Grand Lyon

- Appui en matière d'animation, de gestion, de structuration et de communication du Fond de Solidarité Eau du Grand Lyon (renfort équipe ESI),
- Une aide à la capitalisation et à la diffusion des résultats et expériences aussi bien auprès des usagers des services du Grand Lyon que dans les réseaux nationaux et internationaux,
- Faciliter l'échange de pratiques entre partenaires du Sud (modes de gestion de l'eau, solutions technologiques...) et du Nord (montages de projets, cofinancements...),
- Information/Formation des techniciens et élus sur les enjeux de la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau.

Objectifs 2015

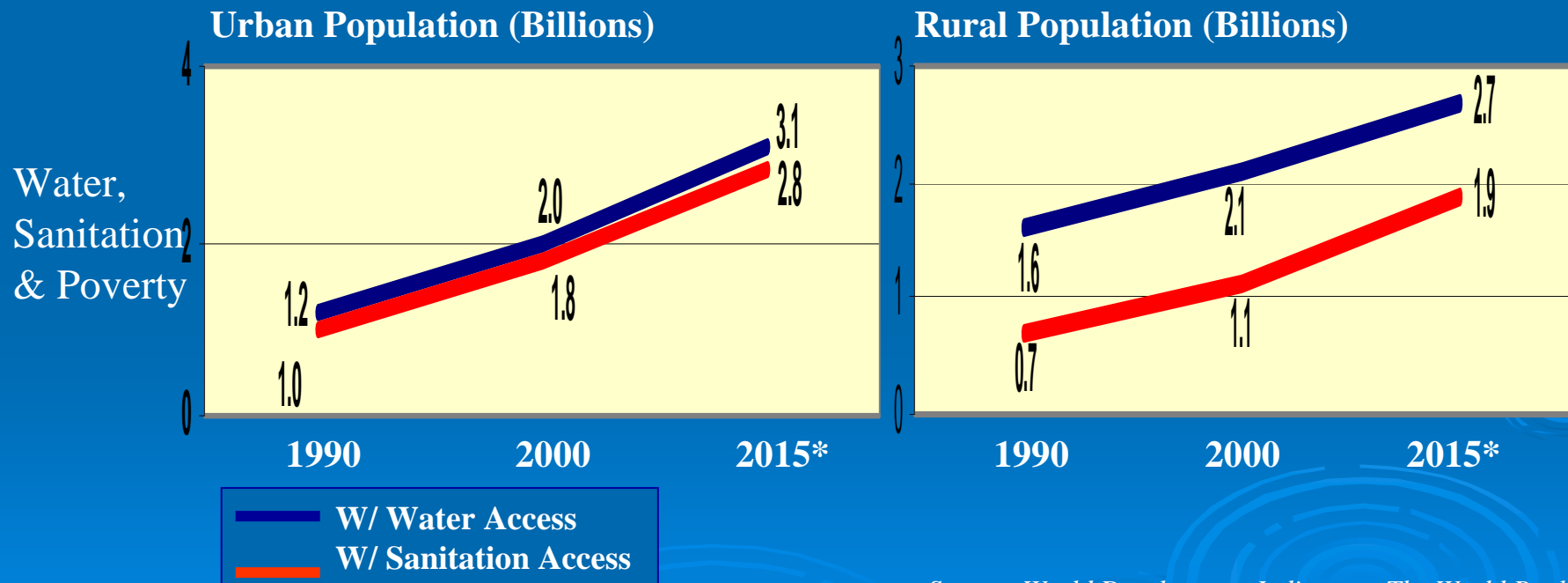
- Diviser par deux la proportion de la population qui n'accède pas à une eau saine et à un dispositif d'assainissement.
- Un engagement chiffré inespéré: desservir 1,5 milliard en eau potable et 2 milliards en assainissement, d'ici à 2015.
- Qui ne fait hélas que vérifier que l'écart se creuse.

Les objectifs du MILLENIUM

Nécessitent un accroissement significatif des services envers les plus pauvres.

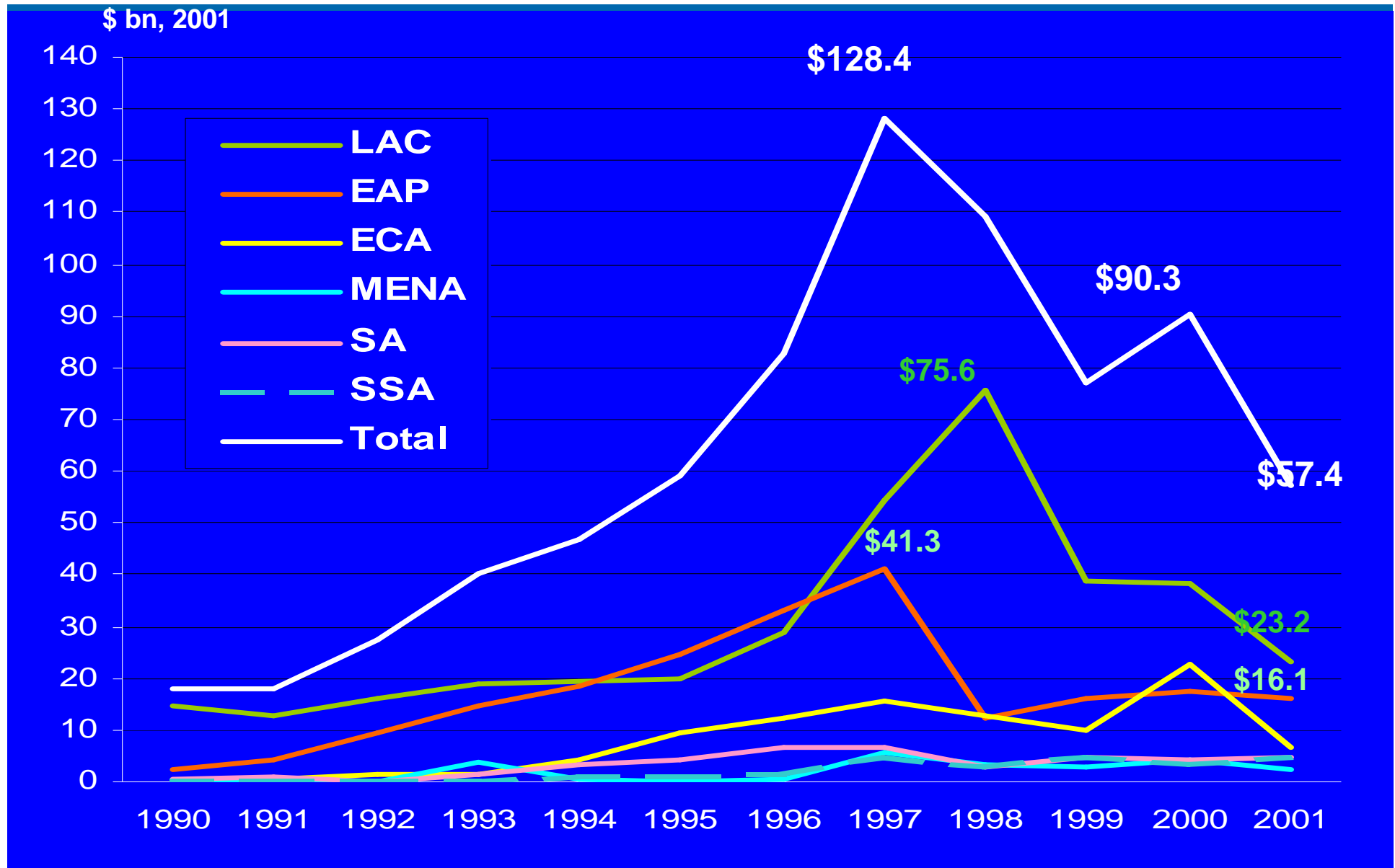
L'accroissement du pourcentage d'accès en zone rurale doit considérablement évoluer.

La majorité des populations à desservir sera urbaine.

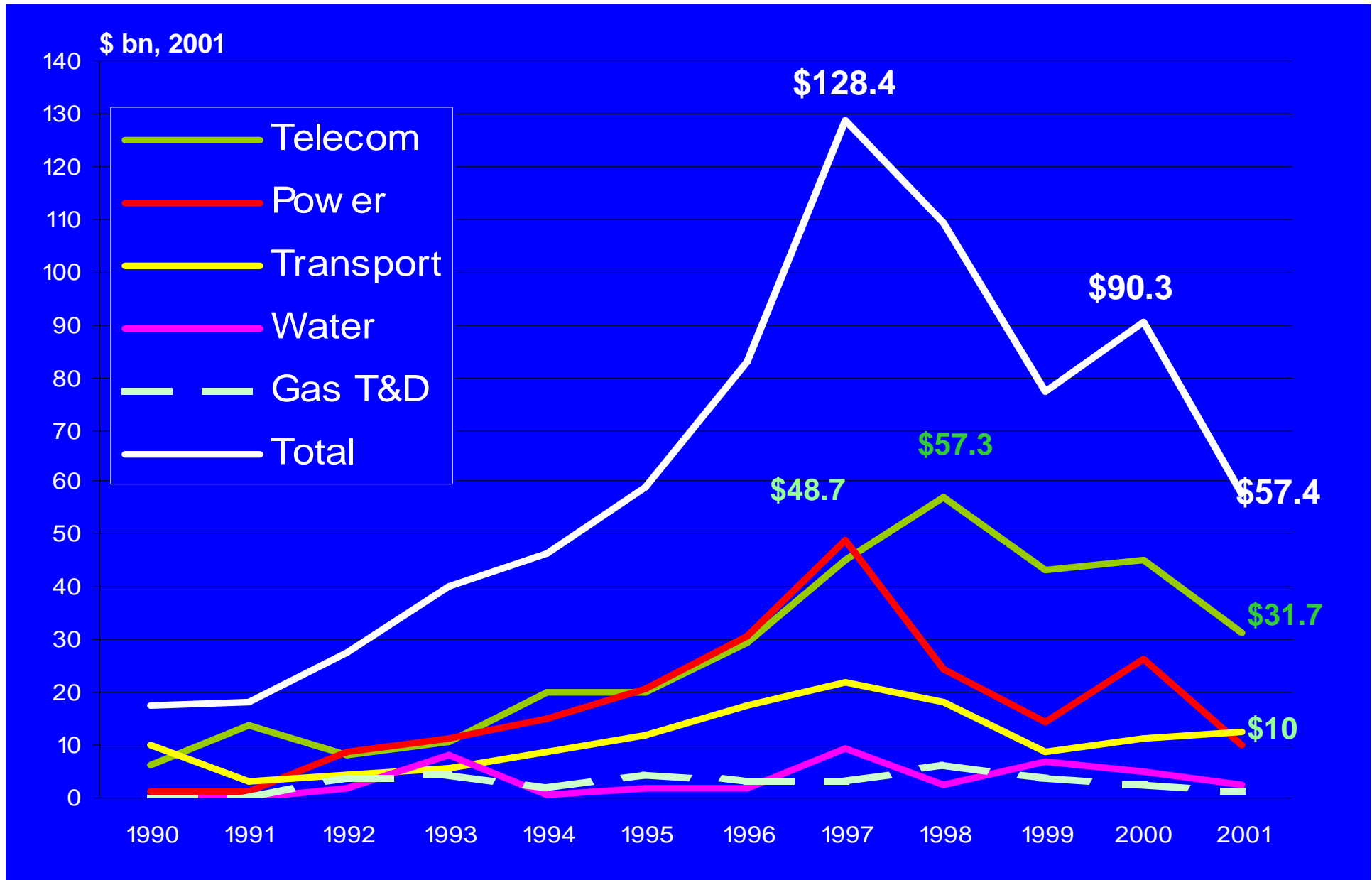


Source: World Development Indicators, The World Bank

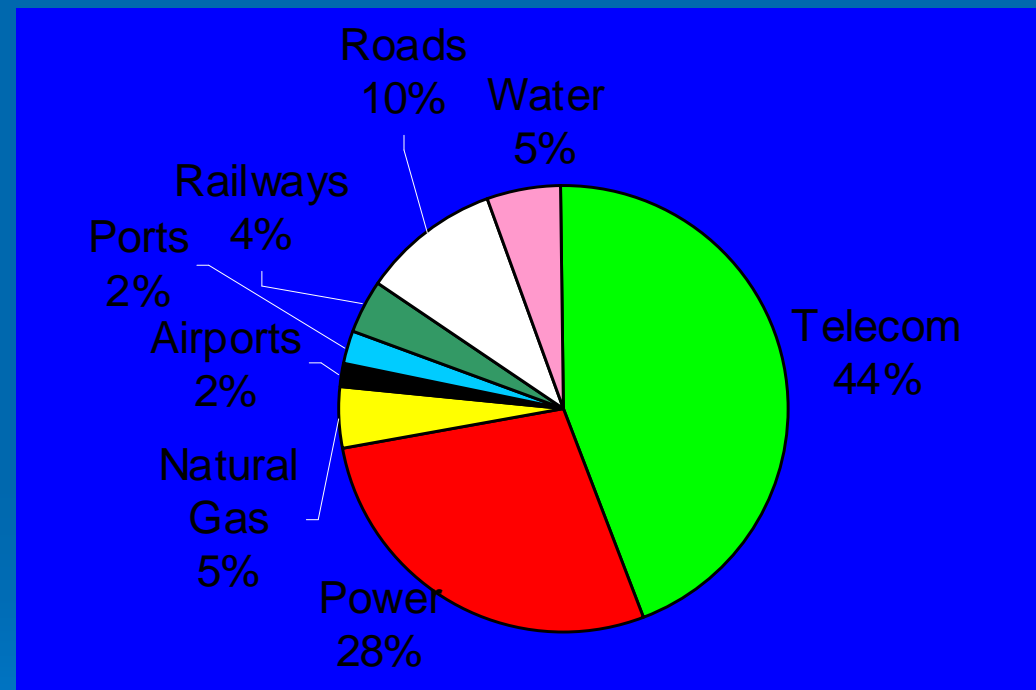
Investissements annuels par région



Investissements annuels par secteur



Seulement 5% des investissements privés vont au secteur de l'eau

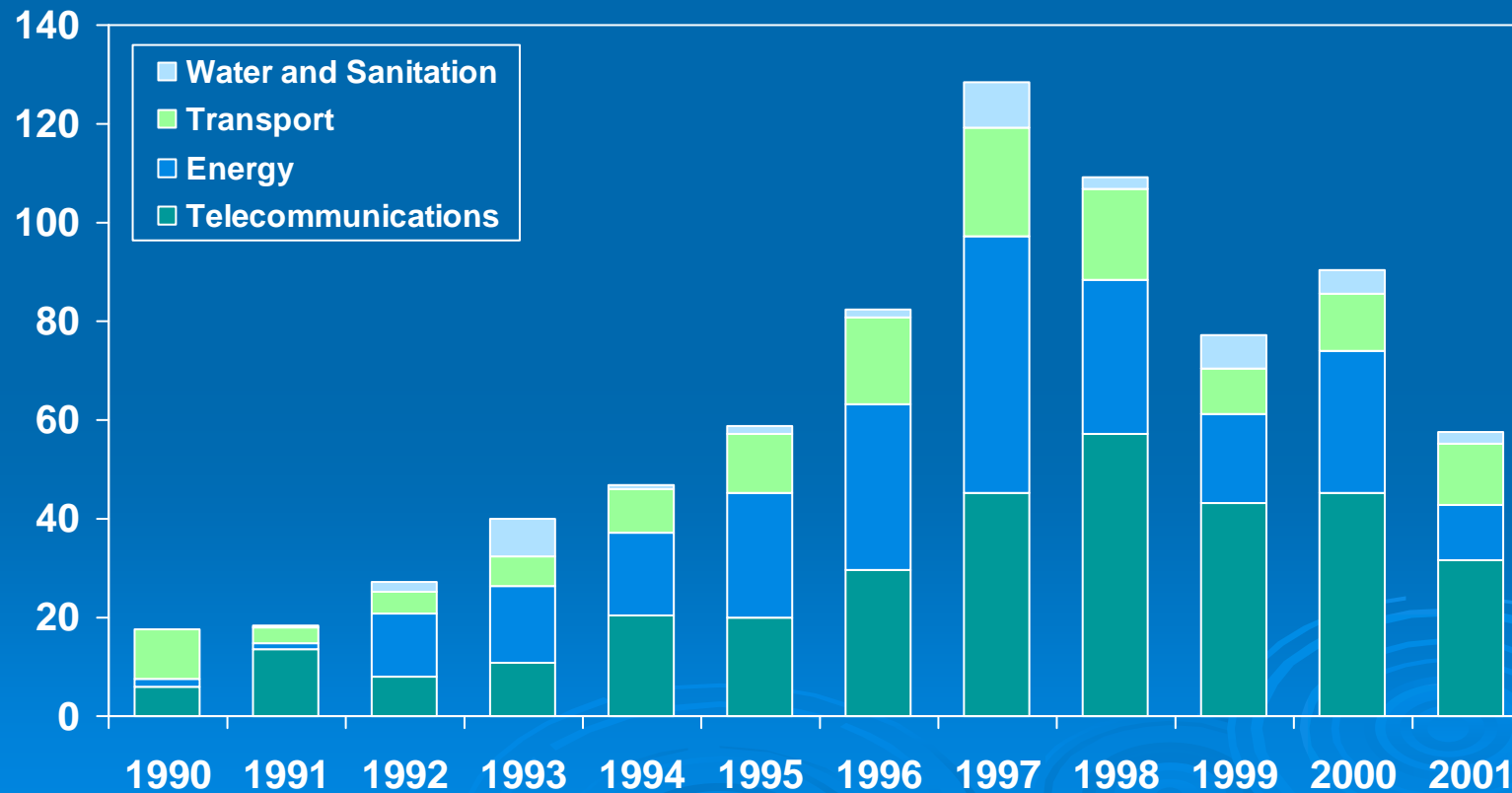


Total: \$754.1 bn
(2,493 projects)

Source: PPI Database

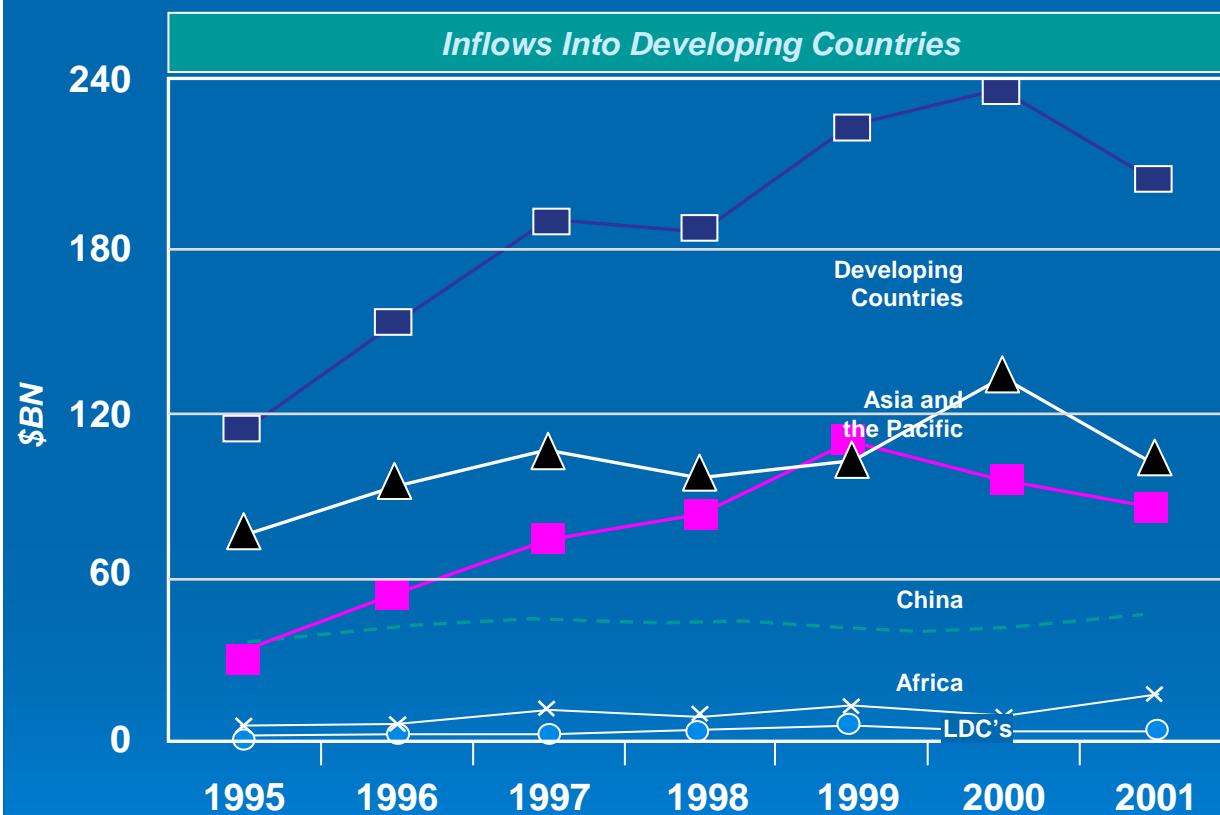
Énergie, Téléphone, Transport et Eau

Investment in Infrastructure Projects with Private Participation in Developing Countries by Sector (US\$ billion)



Source: PPI Database

Une faiblesse chronique de l'intérêt pour l'Afrique



Source: UNCTAD

- Les projets dans les pays développés attirent bien évidemment plus les investissements
- La faiblesse de l'intérêt des industriels pour le secteur est flagrante et ne cesse de se renforcer

Des mesures à mettre en œuvre

- Un dispositif d'évaluation du suivi des objectifs.
- Évaluer les besoins de financement.
- La place des collectivités locales.
- Réformer les mécanismes financiers internationaux.

Eau assainissement et pauvreté comment répondre au défi?

- **L'aide public au développement dans le domaine de l'eau doit considérablement s'accroître.**
 - **L'accès à l'eau dans le monde doit devenir une priorité**
 - **L'affectation des fonds doit considérablement évoluer**
 - **Cela ne suffira pas, il faut mobiliser d'autres ressources.**
1. **Coopération décentralisée.**
 2. **Coopération des syndicats des eaux et des agences de l'eau.**
 3. **Fonds privés surtout locaux.**
 4. **S'appuyant sur l'expérience des ONG et des professionnels.**

Un devoir de participation

- Ne pas accepter la loi des marchés. L'Afrique et les pauvres en général ne seront jamais bien « cotés ».
- Garantir les investissements.
- Transférer une partie des profits vers l'Afrique et la coopération décentralisée.

Loi du 9 février 2005

- Article 1 (*L. 1115-1-1* du code général des collectivités territoriales) : “ Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes chargés des services publics de distribution d’eau potable et d’assainissement peuvent, dans la limite de 1 % des ressources qui sont affectées aux budgets de ces services, mener des actions de coopération avec les collectivités territoriales étrangères et leurs groupements, dans le cadre des conventions prévues à l’article L. 1115-1, des actions d’aide d’urgence au bénéfice de ces collectivités et groupements, ainsi que des actions de solidarité internationale dans les domaines de l’eau et de l’assainissement
- Article 2 (L’article L. 213-6 du code de l’environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé) : “ Dans le respect des engagements internationaux de la France et dans le cadre de conventions soumises à l’avis du comité de bassin, l’agence peut mener des actions de coopération internationale dans les domaines de l’eau et de l’assainissement, dans la limite de 1 % de ses ressources, le cas échéant et suivant les règles statutaires en vigueur pour chaque catégorie de personnels, avec le concours de ses agents. ”

Le 1% de solidarité, de nouvelles possibilités

- Depuis février 2005 1% du budget de l'eau et de l'assainissement
- Concerne les responsables de ces budgets : les collectivités, leurs groupements, les Syndicats des eaux et d'assainissement et les agences de l'eau.
- Urgence ou développement
- Peut concerner l'AEP, l'assainissement mais aussi les actions de conservation de la ressource
- Le montant peut être forfaitaire ou indexé sur la consommation d'eau

Accroître la solidarité dans le domaine de l'eau

- Un principe simple hérité du ct/m³,
- Une histoire et des exemples,
- Une démarche volontaire,
- Associant les usagers, les élus, les organisations publics, para-publics et privées,
- 100 millions d'Euro/par pays du Nord.

De nombreuses initiatives

- Agences de l'eau ,
- Le Ville de Paris (appel à projets Eau solidaire),
- Communauté urbaine de Lyon (appel à projets),
- Communauté urbaine de Nantes,
- Angers Loire métropole (juin 2006),
- Communauté d'agglo Evry Centre Essonne,
- SIVOA,
- Le SEDIF,
- Pays de Gex,
- Siaap.

Des questions

- Sur quelle assiette est calculée le 1%, qu'avons nous le droit d'affecter ?
- Qui est autorisé à le faire ?
- Faut il encore taxer l'utilisateur alors que l'eau augmente chaque jour ?
- Comment contrôler l'affectation des fonds la loi n'est elle pas trop laxiste ?

Encore des questions

- Comment faire alors que nous affecterons un petit budget et que nos moyens humains sont limités?
- Cela ne va t'il pas servir les intérêts des « grands groupes »?
- Occupons nous d'abord de faire marcher les comités de l'eau chez nous avant de faire de la coopération.

Quelques leçons globales

- Sans réformes du secteur, les investissements ne seront pas efficaces.
- Les usagers sont au centre de la durabilité des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.
- Distribuer de l'eau a un coût,
- Il ne faut pas oublier l'hygiène et l'assainissement.
- Une distribution d'eau saine réclame avant tout une protection de la ressource .

Des enjeux pour le futur

- Lancer une vaste mobilisation basée sur les mécanismes de financements solidaires existant tel que le 1%.
- Mobiliser nos concitoyens sur la question de l'eau à l'international.
- Ouvrir des pistes à l'APD et valoriser les échanges de savoir-faire.
- Faire levier sur les financements internationaux.



Merci de vous être mobilisés pour cette journée
et de votre attention

www.pseau.org

pseau@pseau.org